

F. 93 — 269

21 JANVIER 1993. — Arrêté royal portant exécution de l'article 62bis, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 62bis, inséré par la loi du 13 juin 1985 et modifié par la loi du 5 août 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Toute décision en matière d'aide individuelle, visée à l'article 62bis, alinéa 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, est communiquée dans les huit jours à compter de la date de la décision, à la personne qui a demandé l'aide.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale,
de la Santé publique et de l'Environnement,

Mme L. ONKELINK

F. 93 — 270

21 JANVIER 1993. — Arrêté royal fixant les conditions et modalités de la concertation visée à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par la loi du 5 août 1992

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et notamment l'article 26, § 2, modifié par la loi du 8 juillet 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dispositions de cet arrêté sont applicables au comité de concertation, visé à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par la loi du 5 août 1992, appelée ci-après « la loi ».

Art. 2. Le bourgmestre ou l'échevin qu'il désigne, ou le président du conseil du centre public d'aide sociale, en cas d'empêchement du bourgmestre ou de son remplaçant, préside le comité de concertation.

Art. 3. L'échevin des finances ou, en cas d'empêchement de celui-ci, l'échevin désigné par lui, fait partie de la délégation du conseil communal lorsque le budget du centre public d'aide sociale ou ceux des hôpitaux qui dépendent de ce centre ainsi que les modifications budgétaires dès qu'elles sont de nature à augmenter l'intervention de la commune ainsi que les décisions qui tendent à aggraver le déficit des hôpitaux sont soumis au comité de concertation.

Art. 4. Le président du conseil de l'aide sociale fixe l'ordre du jour de la concertation ainsi que le jour et l'heure auxquels la concertation aura lieu et convoque la réunion du comité de concertation.

N. 93 — 269

21 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 62bis, eerste lid, van de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 62bis ingevoegd bij de wet van 13 juni 1985 en gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Iedere beslissing inzake individuele hulpverlening bedoeld in artikel 62bis, eerste lid van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, wordt binnen acht dagen te rekenen vanaf de datum van de beslissing meegedeeld aan de persoon die de hulp heeft gevraagd.

Art. 2. Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. L. ONKELINK

N. 93 — 270

21 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van het overleg bedoeld in artikel 26, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 26, § 2, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het overlegcomité bedoeld in artikel 26, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, hierna « de wet » genoemd.

Art. 2. De burgemeester of de schepen die hij aanwijst, of de voorzitter van de raad van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, ingeval van verhindering van de burgemeester of diens vervanger, zit het overlegcomité voor.

Art. 3. De schepen van financiën of, bij verhindering, de schepen die hij aanwijst, maakt deel uit van de delegatie van de gemeenteraad wanneer de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of die van een ziekenhuis dat van het centrum afhangt, aan het overlegcomité wordt voorgelegd. Hetzelfde geldt voor de begrotingswijzigingen van zodra deze van aard zijn om de toelage van de gemeente te verhogen evenals voor de beslissingen die het tekort van de ziekenhuizen dreigt te vergroten.

Art. 4. De voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn stelt de agenda op van het overleg, evenals de dag en het uur waarop het overleg zal plaatshebben en roept de vergadering van het overlegcomité samen.

Il est en outre tenu de convoquer le comité de concertation chaque fois que le bourgmestre en fait la demande et de mettre à l'ordre du jour les points proposés par le bourgmestre.

Si le président ne convoque pas le comité de concertation, le bourgmestre est habilité à le faire le cas échéant.

Art. 5. Les réunions du comité de concertation se tiennent à huis clos.

Elles ont lieu au siège du centre public d'aide sociale, sauf décision contraire.

Art. 6. La convocation se fait par écrit et au domicile des membres du comité de concertation au moins cinq jours francs avant celui de la réunion, et contient l'ordre du jour. Ce délai peut être raccourci en cas d'urgence.

Les dossiers complets sont mis à la disposition des membres du comité de concertation au siège du centre public d'aide sociale pendant le délai fixé à l'alinéa premier, à l'exception des samedis, des dimanches et jours fériés légaux.

Art. 7. Le procès-verbal est rédigé séance tenante en double exemplaire et signé par les membres présents. Le bourgmestre et le président du conseil de l'aide sociale transmettent le procès-verbal de la réunion du comité de concertation pour information au conseil intéressé lors de sa prochaine séance. Chaque secrétaire conserve un exemplaire du procès-verbal.

Art. 8. L'arrêté royal du 16 mai 1984 fixant les conditions et modalités de la concertation est abrogé. Toutefois, le comité de concertation tel que constitué sur base de l'arrêté royal du 16 mai 1984 reste en place jusqu'à l'approbation par le conseil communal et par le conseil de l'aide sociale du règlement d'ordre intérieur prévu à l'article 28, § 2, de la loi et au plus tard trois mois après la publication du présent arrêté.

Art. 9. Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

La Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Mme L. ONKELINX

F. 93 — 271

21 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 38, modifié par la loi du 5 août 1992 et l'article 39;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1983;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 4 de l'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils de l'aide sociale est remplacé par la disposition suivante :

« Le régime pécuniaire du président est identique à celui des échevins de la commune desservie par le centre. »

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Le président qui est empêché d'exercer ses fonctions dans les cas visés à l'article 25, § 4, alinéas 1^{er} et 2 de la loi, perd le bénéfice de son traitement pendant la période d'empêchement. »

Hij is boven dien gehouden het overlegcomité samen te roepen telkens de burgemeester daarom vraagt en op de agenda door de punten te plaatsen door de burgemeester voorgesteld.

Indien de voorzitter het overlegcomité niet samenroeft is de burgemeester gemachtigd het te doen in voorkomend geval.

Art. 5. De vergaderingen van het overlegcomité gebeuren met gesloten deuren.

Zij worden gehouden op de zetel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, tenzij anders wordt beslist.

Art. 6. De uitnodiging gebeurt schriftelijk en aan huis bij de leden van het overlegcomité ten minste vijf vrije dagen voor de vergadering en omvat de agenda. Deze termijn kan worden ingekort bij hoogdringendheid.

De volledige dossiers worden ter beschikking gesteld van de leden van het overlegcomité op de zetel van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gedurende de termijn vastgesteld in de eerste alinea, behalve op zaterdag, zon- en wettelijke feestdagen.

Art. 7. De notulen worden staande de vergadering opgemaakt in tweevoud en ondertekend door de aanwezige leden. De burgemeester en de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn maken de notulen van de vergadering van het overlegcomité over ter informatie aan de betrokken raad bij de eerstvolgende vergadering. Iedere secretaris houdt een exemplaar van de notulen bij.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 16 mei 1984 tot bepaling van de voorwaarden en modaliteiten van het overleg wordt opgeheven. Het overlegcomité dat is samengesteld op basis van het koninklijk besluit van 16 mei 1984 blijft in functie tot de goedkeuring van een huishoudelijk reglement door de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn, zoals voorzien in artikel 26, § 2, van de wet en ten laatste tot drie maanden na de publicatie van onderhavig koninklijk besluit.

Art. 9. Onze Minister van Maatschappelijk Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, 21 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Mevr. L. ONKELINX

N. 93 — 271

21 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de organische wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 38, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992 en artikel 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1983;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De bezoldigingsregeling van de voorzitter is dezelfde als die van de schepenen van de gemeente waar het centrum zijn zetel heeft. »

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De voorzitter die verhinderd is zijn ambte uit te oefenen in de gevallen bedoeld in artikel 25, § 4, eerste en tweede lid van de wet, verliest het voordeel van zijn bezoldiging voor de periode van verhindering. »